

On a fait un grand nombre de sondages régionaux qui indiquent que le pavillon rouge l'emporte sur le nouveau drapeau par diverses majorités. On en a fait un à Winnipeg et un à Terre-Neuve. Celui de Winnipeg a fait voir que 41 p. 100 préfèrent le pavillon rouge, tandis que 32 p. 100 préfèrent les trois feuilles d'érable. Je pourrais citer ces articles en détail. M. Norman Campbell du *Citizen* d'Ottawa s'est donné la peine de répartir en cinq catégories les lettres reçues par le premier ministre (M. Pearson), dont une catégorie en faveur d'un référendum sur la question du drapeau. Le *Journal* d'Ottawa a parlé d'une pétition de 350 pieds présentée au premier ministre par des collectivités de Toronto et du Sud de l'Ontario appuyant le pavillon rouge.

Il n'y a pas que le parti conservateur qui demande un référendum. Le *Telegram* de Toronto du 22 août a publié un éditorial affirmant que la voix du peuple ne pouvait se faire entendre sur cette question que par un plébiscite national. On y disait que c'est une question qui touche le cœur, les émotions et les loyautés d'à peu près tous les Canadiens, et qu'un vote à la Chambre des communes pour faire disparaître le drapeau du pays engendrerait une amertume pour des années à venir.

Si ces preuves ne suffisent pas, revenons à 1961, alors que le premier ministre était chef de l'opposition. On l'interviewait à la radio, je crois. Je donne lecture d'un extrait du *Daily News* d'Amherst, du 29 décembre 1961. On lui demandait: «Comment sonderiez-vous l'opinion publique?» Le très honorable représentant, alors chef de l'opposition, a répondu:

Nous ferions ce sondage lors d'élections générales; si les électeurs n'aimaient pas l'idée d'un drapeau canadien distinctif, qu'on ne puisse confondre avec celui d'un autre pays, ils nous le montreraient clairement.

Qu'est-il advenu de l'opinion qu'avait le très honorable représentant en 1961? Je sais que les honorables députés d'en face sont dans une situation précaire. Ils ne peuvent rien dire, parce que s'ils appuient aujourd'hui le premier ministre, celui-ci peut changer d'idée demain, et ils ne veulent peut-être pas tous être aussi peu conséquents que lui.

Puis, une autre question a été posée au premier ministre. On lui a demandé s'il croyait que le pays avait besoin de ce symbole pour la conservation de l'unité. Et le très honorable représentant, alors chef de l'opposition, a répondu:

Oui, je pense que ce serait une bonne idée d'avoir un drapeau, un drapeau canadien distinctif, pour favoriser l'unité nationale.

[M. Slogan.]

Il a poursuivi:

Nous tenterons de résoudre ce problème en suscitant un minimum de division et un maximum d'unité.

Nous applaudissons à ces sentiments et à toutes ces idées du très honorable représentant; je dirai pour ma part que j'avais beaucoup plus de respect pour le premier ministre quand il était chef de l'opposition, qu'en le voyant aujourd'hui tenir les rênes du pouvoir.

De fait, l'inconséquence du premier ministre milite en faveur de la tenue d'un plébiscite sur cette question. Dans un de ses discours, le député d'York-Humber (M. Cowan) a signalé que le premier modèle de drapeau proposé avait été choisi personnellement par le premier ministre et qu'il n'avait pas été soumis à l'approbation du «caucus» libéral. En outre, lorsque la question a été soulevée, le premier ministre a déclaré que le Parlement aurait à choisir entre son modèle de drapeau ou des élections. A mes yeux, c'était du chantage politique. Après avoir entendu les opinions exprimées par les membres de notre parti, le premier ministre a battu en retraite. Toutefois, il avait peut-être d'autres raisons de le faire et j'en veux pour preuve un titre du *Globe and Mail*, de Toronto, livraison du 18 juin, selon lequel le premier ministre engageait le sort de son gouvernement sur l'issue des deux votes sur le drapeau. Plus tard, le 20 juillet, le *Telegram*, de Toronto, annonçait: «Lançant un défi, Pearson somme le Parlement d'adopter son drapeau». L'article se lisait ainsi:

M. Pearson impose une ligne de conduite avec feu et fougue, après l'insuccès des pourparlers de représentants de tous les partis au sujet d'un ordre du jour définitif pour le prochain mois.

Le feu et la fougue ont produit de la fumée qui camoufle les intentions véritables du gouvernement libéral. Un mois plus tard, on lisait le titre suivant dans la *Gazette* de Montréal: «Vote libre sur le drapeau—Pearson rappelle les whips». Quelle en était la raison? Voyons une autre manchette du *Chronicle-Telegraph* du 12 août: «Des élections sur le drapeau pourraient être fatales aux libéraux». Par conséquent, c'est peut-être pour divers motifs d'ordre politique que le premier ministre a hésité et changé d'avis. Toutefois, ces raisons ne reposent pas sur des principes. Elles ne favorisent pas non plus l'unité nationale. Elles se fondent plutôt directement sur les avantages politiques du très honorable représentant qui espérait avoir tout à gagner en étant le père du drapeau national distinctif. Il était chef de l'opposition quand l'ancien premier ministre, le député de Prince-Albert (M. Diefenbaker), a présenté la Déclaration des droits, qui est tout à son honneur. Mais il n'y a rien qui rappellera la mémoire du très hono-